

PARIS
PENDANT LA RÉACTION THERMIDORIENNE
ET SOUS LE DIRECTOIRE

À

COLLECTION DE DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DE PARIS
PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Publiée sous le patronage du Conseil municipal

PARIS

PENDANT LA RÉACTION THERMIDORIENNE ET SOUS LE DIRECTOIRE

RECUEIL DE DOCUMENTS
POUR L'HISTOIRE DE L'ESPRIT PUBLIC A PARIS

PAR

A. AULARD

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

TOME I^{er}

DU 10 THERMIDOR AN II AU 21 PRAIRIAL AN III
(28 JUILLET 1794 — 9 JUIN 1795)



PARIS

LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF

12, RUE SAINTE-ANNE

LIBRAIRIE NOBLET

13, RUE GUJAS

MAISON QUANTIN

7, RUE SAINT-BENOIT

1898

À

INTRODUCTION

Nous avons réuni, dans ce recueil, des documents propres à faire connaître les vicissitudes, au jour le jour, de l'esprit public à Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire exécutif.

Laissant de côté les mémoires et récits divers qui, bien qu'émanés de personnes ayant vécu à l'époque dont nous voulons tracer le tableau, n'offrent pas des témoignages vraiment contemporains de cette époque, parce qu'ils ont été écrits longtemps après les événements, alors que les souvenirs des auteurs étaient défigurés, nous nous attachons à ne reproduire que des témoignages émis au moment même où les événements avaient lieu.

Ces documents sont de deux sortes : rapports administratifs ou de police et articles de journaux. Ce que nous allons en dire maintenant ne se rapporte qu'à la première partie de ce recueil, celle qui a pour objet la période thermidorienne. Nous caractériserons en temps et lieu les documents relatifs au Directoire.

I

Les rapports administratifs ou de police émanent, pour la période thermidorienne, d'une autorité provisoire qui avait remplacé la Commune de Paris, et dont il est indispensable de faire connaître l'établissement et l'organisation.

En même temps qu'elle renversa Robespierre, crut devoir abattre la municipalité existante, qui faisait cause commune avec lui. Elle en mit hors la loi tous les membres qui avaient participé à l'insurrection robespierriste. La plupart furent guillotines¹ et la municipalité parisienne disparut en bloc avec Robespierre.

Comment la Convention et les Comités de gouvernement suppléèrent-ils à cette absence?

C'est à la police municipale qu'ils songèrent tout d'abord, et c'est la seule partie de l'administration communale qu'ils restaurèrent en thermidor.

Dès le 9 thermidor, les Comités de salut public et de sûreté générale prirent l'arrêté suivant, qui est de la main de Dubarran :

Les Comités de salut public et de sûreté générale arrêtent qu'à l'instant tous les membres composant l'administration de police seront mis sur-le-champ en arrestation et au secret dans diverses maisons d'arrêt de Paris ; les scellés seront apposés sur leurs papiers.

DUBARRAN, RUHL, AMAR, VADIER, VOULLAND,
BILLAUD-VARENNE, LOUIS (du Bas-Rhin).

Et, le même jour, un autre arrêté, également de la main de Dubarran, pourvut ainsi au remplacement des membres de l'administration de police :

Les Comités de salut public et de sûreté générale arrêtent que les citoyens Albert et Ballay, membres du Comité révolutionnaire de la section de l'Unité ; Martineau et Gêrôme, membres du Comité de Bondy ; Freté, membre du Comité de la Montagne ; Trial, membre du Comité de Le Peletier ; Hivert et Thiboust, membres du Comité de l'Indivisibilité, et Le Camus, membre du Comité de la section de Montmartre, exerceront provisoirement et jusqu'à nouvel ordre les fonctions d'administrateurs de police. Ils entreront en fonctions à l'instant même.

1. Combien d'entre eux échappèrent à la guillotine ? Que devinrent les survivants ? Quels étaient ceux qui tenaient leur mandat d'une élection populaire et ceux qui le tenaient d'un arrêté du Comité de salut public ? Il faudra sans doute, pour obtenir une réponse à ces questions et posséder une statistique de la commune robespierriste, attendre que M. Sigismond Lacroix ait poussé sa publication jusqu'à la date du 10 thermidor.

INTRODUCTION

III

leur adjoignent Barisson, membre du Comité de la section de la République, et Loys, d'Arles, ancien membre du Comité de surveillance du département.

DUBARRAN, B. BARÈRE, AMAR, VOULLAND, ELIE LACOSTE,
LOUIS (du Bas-Rhin), CARNOT, COLLOT D'HERBOIS,
BILLAUD-VARENNE ¹.

De nouveaux membres furent adjoints à ces administrateurs par un arrêté du 27 thermidor, de la main de Treilhard :

Les Comités de salut public et de sûreté générale arrêtent que les citoyens Bodson, Viard, l'un et l'autre membres du Comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité ; Ollivier, membre du Comité de bienfaisance de la même section ; Christophe, de la section de Bondy ; Gillet, membre du Comité révolutionnaire de la section de l'Unité ; Boissière, membre du Comité révolutionnaire de la section de la Montagne ; Mérey, du Comité civil de la section de la République, et Mettrier, membre du Comité révolutionnaire de la section Montmartre, exerceront provisoirement et conjointement avec les citoyens Albert, Ballay, Martineau, Gérôme, Freté, Hivert, Thiboust, Le Camus et Barisson, déjà nommés par l'arrêté du 9 du présent mois, les fonctions administratives de police ; ils entreront en fonctions dans le jour.

TREILHARD, LOUIS (du Bas-Rhin), LEGENDRE, ÉLIE LACOSTE,
THURIOT, ESCHASSERIAUX, BILLAUD-VARENNE ².

C'est ainsi que les Comités de gouvernement pourvurent à la police municipale de Paris. Il semble bien que, pour les autres parties de l'administration municipale, ils s'en chargèrent eux-mêmes, et c'est tout ce que nous savons, ou à peu près, sur l'organisation municipale de Paris entre le 9 thermidor an II et le 14 fructidor suivant.

Le 14 fructidor an II, sans sortir du provisoire, la Convention y mit quelque ordre par le décret suivant :

La Convention nationale, après avoir entendu ses Comités de salut public, de sûreté générale et de législation, décrète que la Commune de Paris sera administrée ainsi qu'il suit :

ART. 1^{er}. La Commission nationale du commerce et des approvi-

1. Les originaux de ces deux arrêtés sont aux Archives nationales. AFII, 47.

2. Arch. nat., AFII, 57.